

L'internationalisation des industries alimentaires françaises : de plus en plus implantées hors de l'Europe

Insee Première • n° 1886 • Janvier 2022



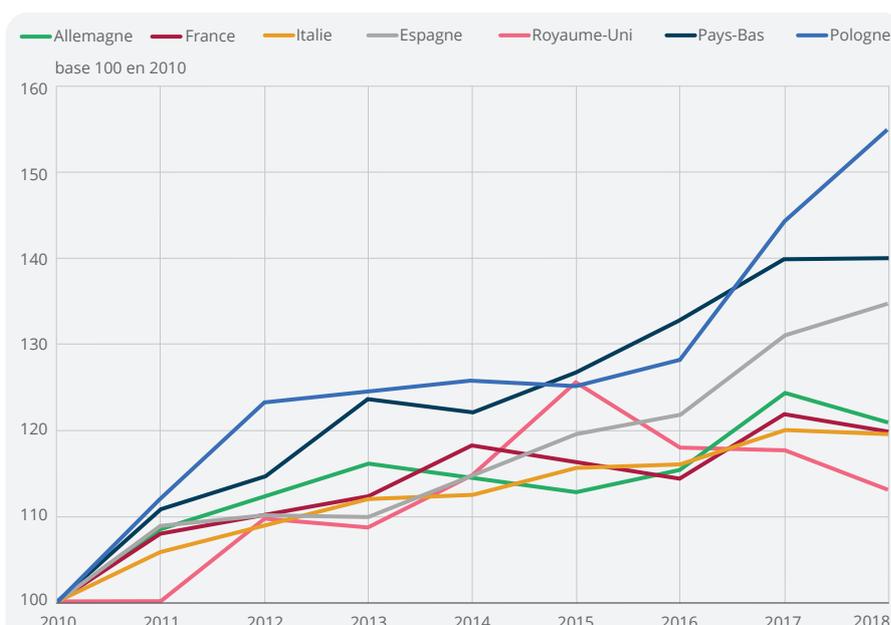
Activités indispensables, les industries alimentaires se sont maintenues durant la crise sanitaire. Avec une production estimée à 140 milliards d'euros en 2020, elles ont encaissé un choc six fois moindre que l'ensemble de l'industrie manufacturière. Avant la crise sanitaire, la France était le deuxième fabricant européen de produits alimentaires transformés derrière l'Allemagne, mais devant l'Italie et l'Espagne. Toutefois, sa part dans la production européenne tend à diminuer. De même, le solde commercial s'est régulièrement dégradé et est désormais très largement déficitaire.

Plus de la moitié de ces productions est réalisée par des groupes multinationaux. Majoritairement implantés en Europe, ces groupes ont poursuivi leur développement international hors de l'Europe. Depuis leurs filiales en France, ils exportent massivement et apportent une contribution très positive au solde commercial ; cette contribution évolue plutôt en demi-teinte sur la période récente.

En 2020, la production des **industries alimentaires**, activité indispensable durant la crise sanitaire, est estimée à 140 milliards d'euros (Md€). Elle baisse en volume de 2,3 %, moins fortement que l'ensemble des productions manufacturières (- 12,5 %). Avant la crise, la France était au deuxième rang des producteurs de produits alimentaires transformés de l'Union européenne, juste derrière l'Allemagne, mais loin devant l'Italie et l'Espagne. Si son rang se maintient, sa production s'est avérée moins dynamique sur la période récente qu'un certain nombre de pays européens (Espagne, Pologne) ► **figure 1**. De fait, sa part dans la production européenne tend à diminuer (de 18,1 % en 2011 à 17,4 % en 2018).

La France se distingue de ses voisins par une structure productive un peu plus diversifiée. Elle combine à la fois une forte activité de transformation de la viande (24 % de sa production) comme l'Allemagne et l'Espagne, et une importante fabrication de produits laitiers (19 %) comme l'Italie.

► 1. Évolution des principales productions alimentaires européennes de 2010 à 2018



Note : sont représentés sur le graphique les sept premiers pays producteurs de produits alimentaires en valeur monétaire. La production est mesurée en euros.

Lecture : de 2010 à 2018, la production française des industries alimentaires en valeur a progressé de 19,9 %, contre 34,8 % pour la production espagnole.

Champ : industries alimentaires (hors tabac et boissons).

Source : Eurostat.

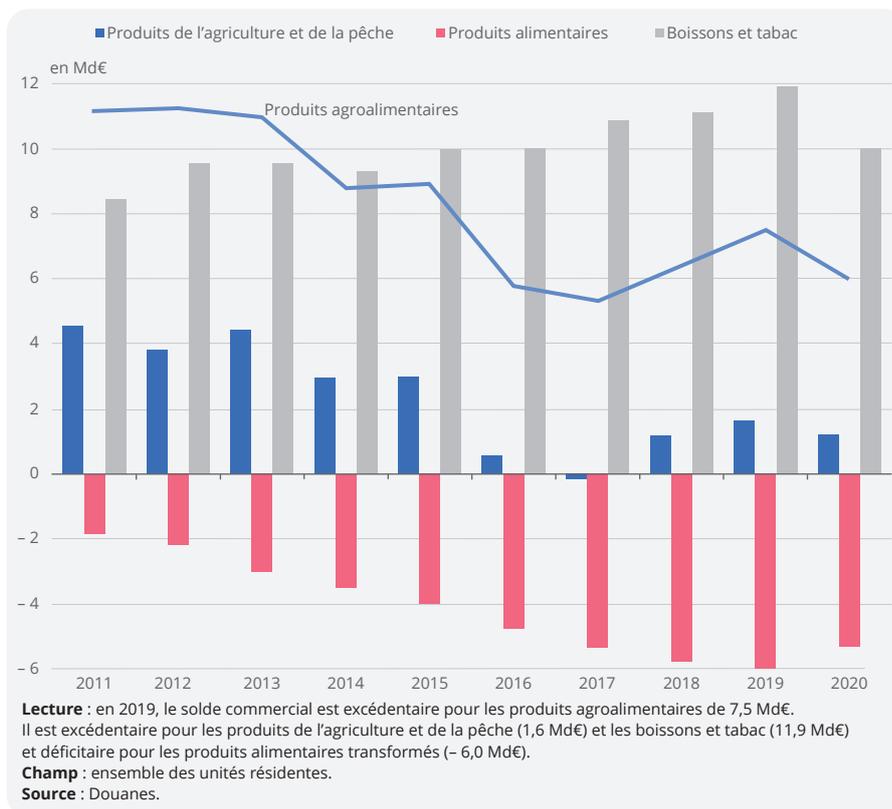
Une dégradation continue du solde commercial en produits alimentaires

Cette production est supérieure à la consommation finale nationale en produits alimentaires transformés : en 2019, avant la crise sanitaire, cette dernière s'élevait à 126,7 Md€, soit 11 % en deçà de la production. La France est néanmoins structurellement en déficit pour les produits à base de poisson (la production y représente 63 % de la consommation finale) et pour la transformation et conservation de fruits et légumes (67 % de la consommation finale). En revanche, lorsque l'on rajoute les consommations intermédiaires de toutes les entreprises parmi les besoins en produits alimentaires transformés, la production ne couvre plus que deux tiers des besoins.

Si le solde commercial français en produits agroalimentaires est largement excédentaire grâce aux produits agricoles et surtout aux boissons, la France présente désormais un solde très largement déficitaire pour les produits alimentaires transformés (- 5,3 Md€ en 2020) ► **figure 2**.

Ce déficit s'est creusé progressivement depuis 2011 : il était alors de - 1,8 Md€. Les produits à base de fruits et légumes, les produits à base de viande et les produits laitiers expliquent 70 % de cette dégradation.

► 2. Décomposition du solde commercial des produits agroalimentaires en France

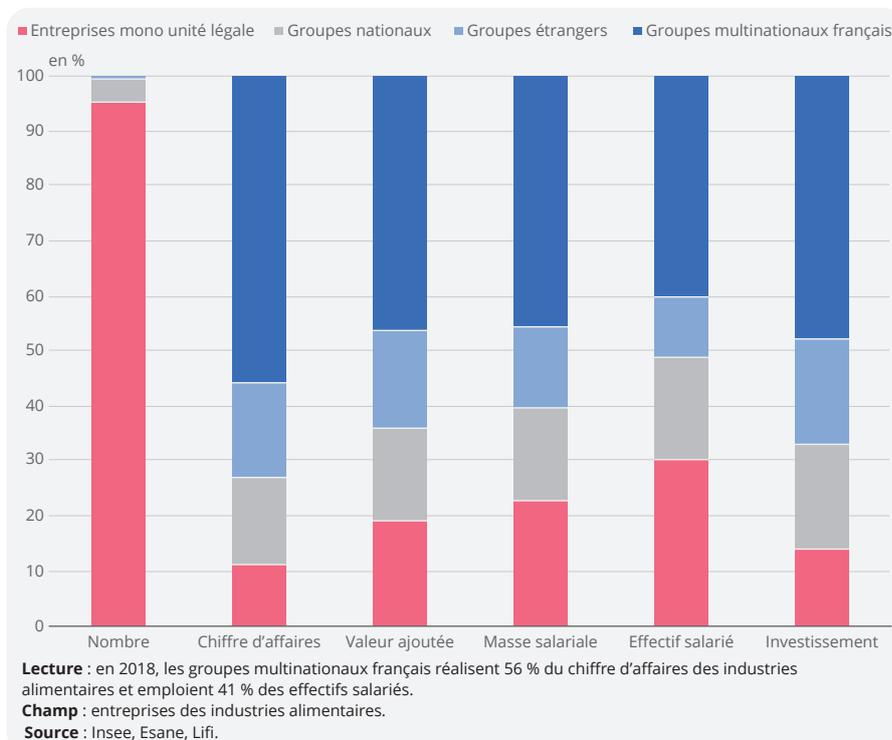


Les groupes multinationaux français génèrent près de la moitié de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire

Le secteur des industries alimentaires est très hétérogène. La très grande majorité des entreprises du secteur (95 %) sont constituées d'une seule unité légale ► **figure 3**. 90 % d'entre elles ont moins de dix salariés et 76 % de ces unités légales seules produisent de la boulangerie-pâtisserie. Ces dernières réalisent près de 10,5 Md€ de chiffre d'affaires et emploient près de 140 000 salariés.

Les résultats sont concentrés dans des structures plus complexes, les **groupes** de société. Les 2 300 groupes nationaux et les 176 groupes étrangers réalisent respectivement 16 % et 18 % de la **valeur ajoutée** et emploient 18 % et 11 % des effectifs salariés. Surtout, 164 **groupes multinationaux français** (MNFR) concentrent 47 % de la valeur ajoutée et 41 % des effectifs. La France compte notamment des entreprises de rang mondial dans la fabrication de produits laitiers.

► 3. Caractéristiques des industries alimentaires selon l'appartenance à un groupe en 2018



Dans les groupes internationaux français, davantage de salariés dans les filiales étrangères qu'en France

Pour s'adapter localement aux préférences des consommateurs, simplifier la logistique de denrées périssables ou

contourner les barrières douanières, les groupes se sont développés à l'étranger dans une logique d'implantations principalement productives de leur cœur de métier. Les implantations étrangères peuvent être décrites pour une cinquantaine de groupes parmi les plus importants.

Quatre filiales étrangères sur cinq sont des filiales productives alimentaires. Elles concentrent 88 % du chiffre d'affaires (CA), 81 % de la masse salariale et 80 % des effectifs des implantations étrangères. Parmi les activités productives secondaires, figurent également des filiales dans la

fabrication de boissons, ainsi que des filiales commerciales, dans deux tiers des cas dans le commerce de gros. Ces filiales commerciales ne sont pas nécessairement l'apanage des groupes les plus importants. Peut-être dans une logique de débouchés des productions françaises à l'étranger, elles sont davantage implantées en Europe, nettement moins en Amérique ou en Asie.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les filiales étrangères est inférieur, de l'ordre de 25 % en moyenne, à celui réalisé en France ► **figure 4**. Toutefois, pour les seules filiales productives alimentaires, le rapport s'inverse. Les effectifs salariés, dans l'ensemble des filiales ou dans les seules filiales alimentaires, sont également nettement supérieurs à l'étranger : 230 000 salariés contre 149 000 en France, pour l'ensemble des filiales. Les investissements réalisés dans les filiales sont comparables en France et à l'étranger, mais supérieurs de 30 % à l'étranger dans les seules filiales productives.

Le développement à l'étranger est toutefois très variable suivant les groupes. Pour près d'un groupe sur cinq, les effectifs à l'étranger sont même plus du double de ceux employés en France.

Une implantation majoritaire en Europe et un développement récent au-delà

En nombre de filiales et en chiffre d'affaires réalisé, ces implantations étrangères sont localisées majoritairement en Europe, principalement en Italie, Espagne, Allemagne et au Royaume-Uni ► **figure 5**. Presque tous les groupes multinationaux sont d'ailleurs implantés en Europe. L'Amérique est la seconde zone d'implantation, particulièrement aux États-Unis, au Brésil et au Canada. Les effectifs salariés (36 % des effectifs mondiaux) et les investissements réalisés y sont comparables à ceux de l'Europe. L'Asie est la troisième zone d'implantation avec 17 % des effectifs salariés, notamment en Chine et en Indonésie. Près d'un groupe sur trois est implanté dans chacun de ces trois continents.

L'étude d'un panel d'une trentaine de groupes internationaux permet de préciser les dynamiques à l'œuvre en France et à l'étranger. Sur la période 2011-2018, le nombre de filiales a progressé deux fois plus vite à l'étranger qu'en France ► **figure 6**. Le chiffre d'affaires est dix fois plus dynamique, et les effectifs salariés y ont crû quatre fois plus vite.

Ces nouvelles implantations se sont plutôt concentrées hors de l'Europe, notamment en Amérique et en Asie.

► 4. Caractéristiques des principaux groupes multinationaux français des industries alimentaires selon l'implantation en France ou à l'étranger en 2018

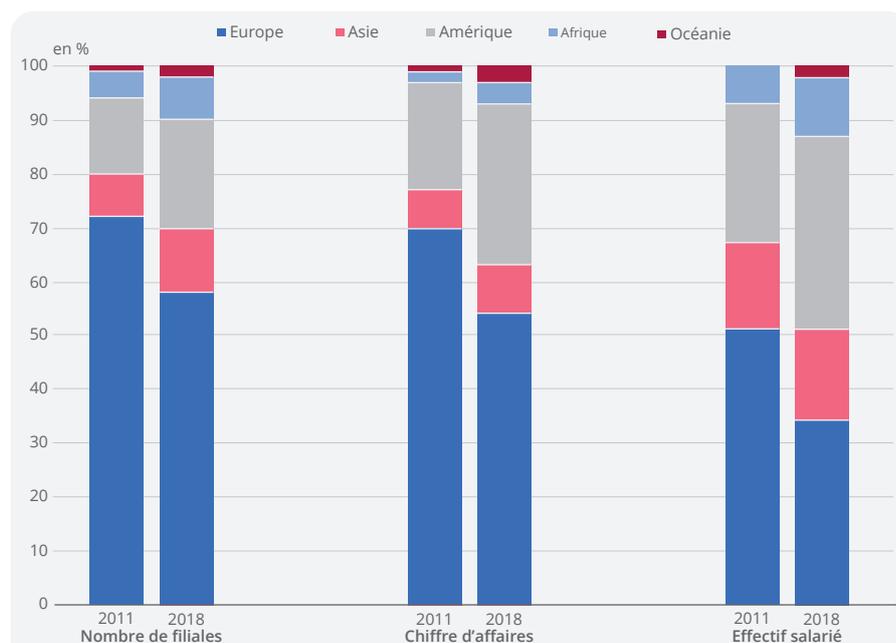
		Nombre de filiales	Chiffre d'affaires (en Md€)	Masse salariale (en Md€)	Effectif salarié	Investissement (en Md€)
Toutes les filiales	France	1 378	90,9	5,8	148 974	2,2
	Étranger	1 148	67,8	7,1	230 100	2,1
Filiales IA	France	405	47,3	3,7	101 905	1,4
	Étranger	897	59,7	5,8	184 293	1,8

Lecture : dans les groupes multinationaux français des industries alimentaires, les filiales alimentaires réalisent 47,3 Md€ de chiffre d'affaires en France et 59,7 Md€ à l'étranger.

Champ : groupes multinationaux français (MNFR) des industries alimentaires couverts par l'enquête Ofats en 2018.

Source : Insee, Esane, Lifi, Ofats 2018.

► 5. Répartition par continent des implantations des principaux groupes multinationaux français des industries alimentaires en 2011 et 2018

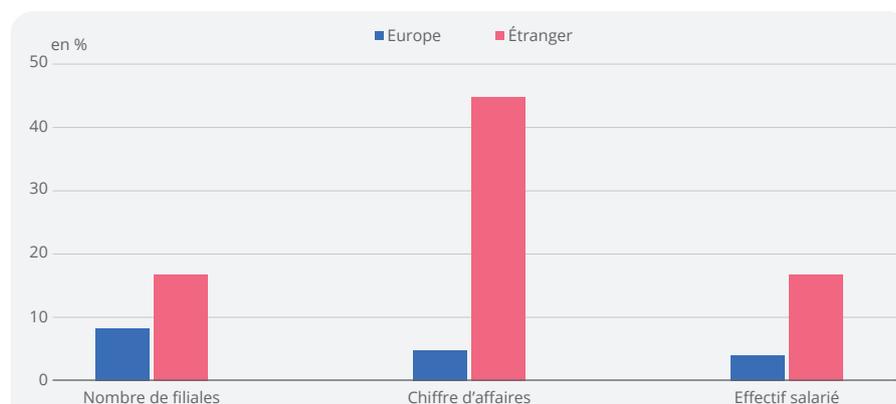


Lecture : en 2018, 58 % des filiales étrangères sont en Europe, contre 72 % en 2011.

Champ : panel des groupes IA MNFR présents dans Ofats en 2011 et 2018.

Source : Insee, Lifi, Ofats 2011 et 2018.

► 6. Progression des implantations des principaux groupes multinationaux français des industries alimentaires en France et à l'étranger entre 2011 et 2018



Lecture : de 2011 à 2018, le nombre de filiales des groupes multinationaux français des industries alimentaires a progressé de 8 % en France et de 16 % à l'étranger.

Champ : panel des groupes IA MNFR présents dans Ofats en 2011 et 2018.

Source : Insee, Ofats 2011 et 2018

Sur ces continents, le chiffre d'affaires a plus que doublé. Dans le même temps, le nombre de filiales et les effectifs salariés ont diminué en Europe.

Ainsi, la part de l'Europe dans les résultats économiques des filiales étrangères a décliné de 17 points tandis qu'elle progressait de 10 points en Amérique.

Une contribution au commerce extérieur largement excédentaire, mais en retrait

Autre aspect de leur dimension internationale, ces groupes exportent massivement et contribuent très fortement au solde commercial français en produits alimentaires transformés. En 2018, l'ensemble des groupes multinationaux français ont exporté pour 14,1 Md€ de produits alimentaires et dégagé un excédent de 8,6 Md€. Toutefois, leur **taux d'export** – de l'ordre de 11 % du chiffre d'affaires – est à peu près équivalent à celui des autres unités alimentaires. En dynamique, l'étude des 50 groupes les plus importants ► **sources**, qui totalisent 12,8 Md€ d'exports en 2018, soit 90 % des exports des groupes multinationaux, montre un solde commercial en léger retrait sur la période 2011-2018, alors qu'il est en progression pour les autres unités alimentaires ► **figure 7**.

Julien Deroyon,
Philippe Urvoy de Portzamparc (Insee)



Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Définitions

Les **industries alimentaires** sont des industries de transformation des produits agricoles. Elles excluent ici les boissons et le tabac et correspondent à la division 10 de la NAF rev 2.

Un **groupe** de sociétés est une entité économique formée par une société contrôlante et l'ensemble des sociétés qu'elle contrôle. On définit le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des sociétés détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement, ni indirectement, par aucune autre société.

Un **groupe multinational français** (MNFR) est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé en France et qui contrôle au moins une filiale à l'étranger.

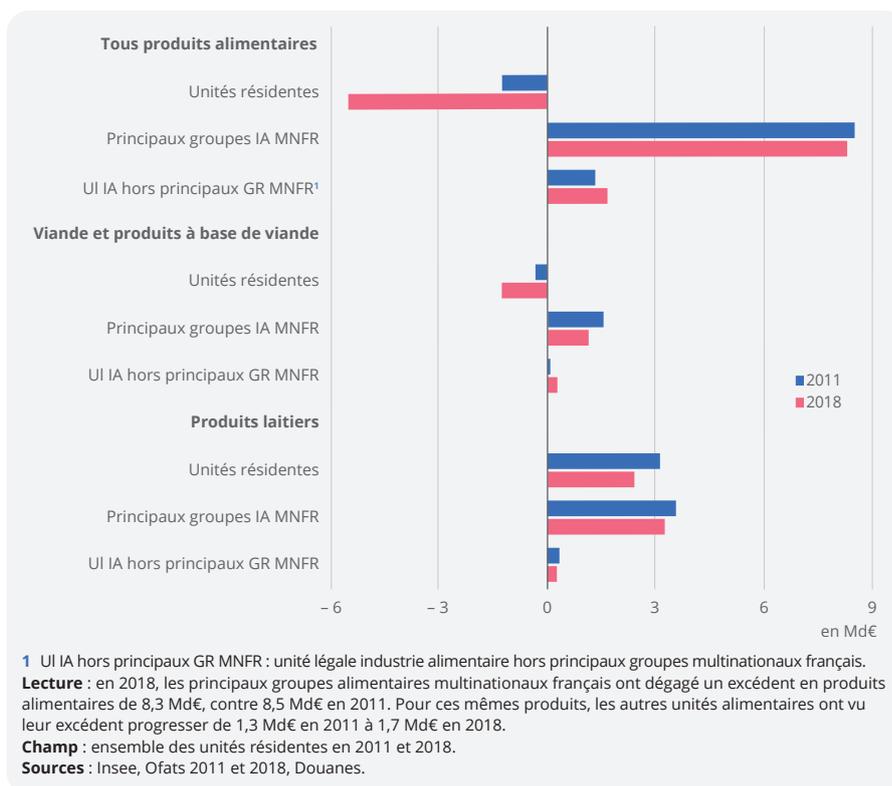
La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.

Le **taux d'export** rapporte les exportations au chiffre d'affaires.

► Pour en savoir plus

- **Vicard V.**, « Compter les multinationales autant qu'elles comptent », « L'économie mondiale 2019 », édition La découverte, collection *Repères*, Paris, 2018.
- **Laurent J.**, « Une chute d'activité inédite dans l'industrie manufacturière en 2020 », *Insee Première* n° 1867, juillet 2021.
- **Daussin J.-M.**, « Analyse comparée des industries agroalimentaires en France et dans les principaux pays européens », *Agriste Les dossiers* n° 2019-5, novembre 2019.
- **Reynaud D.**, « L'agriculture française en Europe de 2000 à 2015 », *Insee Première* n° 1704, juillet 2018.

► 7. Solde commercial des industries alimentaires par unité et produit en 2011 et 2018



► Sources

Les **comptes nationaux annuels** (base 2014) permettent de retracer les évolutions de la production des industries alimentaires et de les comparer à la demande intérieure. Le compte de l'année 2019 est semi-définitif et celui de 2020 provisoire. Les **liaisons financières** (Lifi) décrivent la constitution des groupes, le système d'**élaboration des statistiques annuelles d'entreprises** (Ésane) fournit les données comptables et la décomposition du chiffre d'affaires par branches d'activités, et les données de l'**enquête sur l'activité des filiales étrangères des groupes français** (Ofats) les implantations des groupes français à l'étranger. L'enquête Ofats permet de renseigner les implantations étrangères de 49 des principaux groupes multinationaux français des industries alimentaires sur un total de 164. Les groupes ainsi décrits concentrent 64 % de la valeur ajoutée créée et 60 % des salariés employés dans les groupes multinationaux français (MNFR) en France. L'exploitation des éditions successives de l'enquête permet de suivre 32 groupes entre 2011 et 2018. En 2018, ces groupes suivis représentent 54 % de la valeur ajoutée et 52 % des effectifs salariés employés des groupes MNFR en France.

Les données des **Douanes** ont été utilisées pour analyser les échanges extérieurs. L'évolution du solde de 2011 à 2018 est calculée pour les 50 plus grands groupes multinationaux. Ils couvrent 92 % du chiffre d'affaires réalisé par les 164 groupes français multinationaux. Parmi ces groupes, 27 font également partie des 49 groupes de l'enquête Ofats.

Les comparaisons européennes sont établies à partir de données d'**Eurostat**, de comptabilité nationale principalement.

L'étude porte sur les groupes du secteur et leurs filiales, à l'exception des données de la comptabilité nationale et d'Eurostat qui concernent les produits des branches d'activité.

Les données de chiffre d'affaires présentées pour les filiales en France comme à l'étranger sont en général non consolidées pour pouvoir analyser les flux et être comparées au niveau des groupes. Le chiffre d'affaires d'un groupe correspond donc à la somme du chiffre d'affaires des unités légales qui le composent, y compris le chiffre d'affaires réalisé entre les filiales de ce groupe.

Direction générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef :
B. Lhommeau, S. Pujol

Rédaction :
A. Évrard, C. Tchobanian

Maquette :
Jouve

Code Sage : IP221886
ISSN 0997 - 3192 (papier)
ISSN 0997 - 6252 (web)
© Insee 2022
www.insee.fr

Twitter @InseeFr

